



FNA

COMMUNIQUÉ
Paris, le 09/09/2026

RÉUNION DE BERCY : « BEAUCOUP DE BRUIT MAIS TOUJOURS AUCUNE BAISSÉ À LA POMPE », DÉNONCENT LA FNA ET « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES »

Ce mercredi 9 septembre, le ministre de l'Économie réunissait à Bercy les principaux distributeurs de carburants afin de faire le point sur la situation des prix et de l'approvisionnement. À ce jour, le SP95-E10 se vend en moyenne 2,12 euros le litre, tandis que le gazole atteint une moyenne de 2,29 euros le litre.

Au terme de cette réunion, aucune décision n'a été prise concernant directement les prix à la pompe. Aucun engagement de baisse n'a été annoncé. Pour les automobilistes, le constat est donc simple : après plusieurs heures de discussions à Bercy, le prix du litre reste inchangé.

Pour la Fédération Nationale de l'Automobile (FNA) et « 40 millions d'automobilistes », cette réunion aura surtout permis de constater l'urgence de la situation, sans apporter pour autant de réponse concrète aux millions de Français confrontés à l'explosion de leur facture de carburant.

« Les automobilistes attendaient des mesures concrètes. Ils repartent avec des discussions, mais sans baisse annoncée à la pompe. À plus de 2 euros le litre, les Français ne peuvent pas se contenter d'une nouvelle réunion de crise : ils veulent des résultats. », déclarent conjointement la FNA et « 40 millions d'automobilistes ».

Beaucoup de bruit pour... rien

Le Gouvernement a multiplié les réunions et les dispositifs destinés à amortir la hausse des carburants et pourtant les prix ne cessent d'augmenter. Cette nouvelle réunion à Bercy n'aura finalement débouché sur aucune mesure permettant directement de faire baisser le prix payé par les automobilistes à la pompe

Pour la FNA et « 40 millions d'automobilistes », l'État ne peut pas demander indéfiniment aux distributeurs et aux automobilistes de compenser une situation internationale sur laquelle ils n'ont qu'une capacité d'action limitée.

« On peut surveiller les prix, contrôler les marges et demander aux distributeurs de faire des efforts. Mais on ne peut pas demander à un distributeur de faire disparaître les taxes prélevées par l'État qui représentent actuellement près de 60% du prix au litre du carburant. À un moment, il faut que chacun prenne ses responsabilités. Aujourd'hui, les distributeurs ont été réunis, mais aucune mesure concrète n'a été prise pour faire baisser le prix à la pompe. » déclare Jacques VAYSSE, Président de la branche métier mobilité et nouvelles énergies de la FNA.

Les aides ponctuelles ne règlent rien

Pour les deux organisations, les aides ponctuelles annoncées au fil des crises ne constituent pas une réponse durable à la hausse des prix des carburants. Elles peuvent apporter un soulagement temporaire à certains automobilistes, mais elles ne changent rien au niveau du prix à la pompe et laissent de côté une grande partie des Français qui utilisent leur véhicule au quotidien.

« Les aides ponctuelles ne servent qu'à éteindre l'incendie. Elles peuvent donner l'impression que le Gouvernement agit, mais elles ne règlent pas le problème de fond : le carburant reste trop cher et les automobilistes continuent de payer à chaque plein. Les Français n'ont pas besoin d'un chèque exceptionnel de temps en temps, ils ont besoin de pouvoir se déplacer toute l'année sans que leur voiture mette leur budget en péril. », déclare Philippe NOZIÈRE, Président de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Le problème ne se situe pas uniquement chez les distributeurs

La FNA rappelle que les professionnels de l'automobile sont eux-mêmes directement exposés à la hausse du coût des carburants. Pour de nombreux artisans, réparateurs, dépanneurs, garagistes, commerciaux ou professionnels itinérants, le carburant constitue une dépense incompressible.

Pour la FNA et « 40 millions d'automobilistes », l'État doit désormais agir sur les leviers qui sont directement à sa main.

« La question que nous nous posons aujourd'hui est très simple : combien l'État est-il prêt à rendre aux Français ? Parce qu'après avoir demandé aux distributeurs de faire des efforts, il serait temps que l'État regarde ce qu'il peut faire sur sa propre fiscalité. » réagit Aliou SOW, Secrétaire général de la FNA.

Le véritable levier : faire baisser les taxes

Pour les deux organisations, la réunion de Bercy ne doit pas masquer l'essentiel : le Gouvernement dispose de leviers fiscaux permettant d'alléger directement la facture de tous les consommateurs de carburants.

Contrairement aux aides ciblées, qui ne bénéficient qu'à certaines catégories de Français, une baisse de la fiscalité profitera immédiatement à tous les automobilistes et à tous les professionnels qui utilisent leur véhicule. TVA, accises et coût des certificats d'économies d'énergie constituent autant de leviers sur lesquels le Gouvernement peut agir.

« Les automobilistes n'ont pas besoin qu'on leur explique pourquoi le carburant est cher : ils le voient à chaque plein. Ils n'ont pas besoin d'une nouvelle réunion de crise tous les six mois. Ils ont besoin d'une baisse durable de leur facture. Si Bercy permet de gagner quelques centimes, tant mieux. Mais si, derrière, l'État refuse de toucher à sa propre fiscalité, alors cette réunion aura surtout permis de gagner du temps. » poursuit Pierre CHASSERAY, Délégué Général de « 40 millions d'automobilistes ».

La FNA et « 40 millions d'automobilistes » demandent donc au Gouvernement de passer de la surveillance des prix à l'action sur les taxes et de mettre en œuvre sans délai une baisse significative de la fiscalité sur les carburants.

« Les distributeurs font leur part. Maintenant, que l'État fasse la sienne. »